



Le pacte du pouvoir de vivre

Monsieur le Premier ministre  
Edouard Philippe  
57, rue de Varenne  
75007 PARIS

**OBJET :**

Les 15 propositions d'urgences du pacte du pouvoir de vivre pour la fin du confinement.

30 avril 2020

**Monsieur le Premier ministre,**

Les 55 organisations du Pacte du Pouvoir de Vivre se mobilisent chaque jour au plus près de nos concitoyens dans la lutte collective contre le Covid-19. Comme d'autres, nous partageons et accompagnons l'immensité de la tâche et le courage de millions de nos concitoyens qui nous protègent ou nous permettent de continuer à vivre. Comme d'autres, nous rencontrons et accompagnons des familles ou des personnes en grandes difficultés, que le confinement met un peu plus à rude épreuve.

Nous avons pris acte des décisions que vous avez prises, dès les premiers jours du confinement, à destination des salarié.e.s, des publics vulnérables et des entreprises pour pallier à une partie des effets économiques et sociaux du confinement. De même, les mesures annoncées pour aider les familles les plus fragiles sont un premier pas positif pour les aider à passer ce cap plus que difficile (prolongation des droits sociaux, rallongement de la trêve des expulsions, réforme de l'assurance chômage différée, aide exceptionnelle aux plus pauvres...).

Mais il faut se rendre à l'évidence : le plus dur est devant nous. **Et si nous avons écouté avec attention votre discours devant l'Assemblée nationale le mardi 28 avril concernant les conditions de mise en oeuvre du déconfinement, il y a manqué selon nous des mesures essentielles pour les semaines à venir, et tout aussi urgentes pour des millions de personnes en France.** Les menaces sur le quotidien de nos concitoyens se multiplient. Le non recours aux soins, ou la rupture des soins, les difficultés rencontrées par certaines familles ou personnes seules pour se nourrir, la difficulté à payer son loyer ou à rembourser des prêts vont inévitablement se multiplier. De même, les pertes d'emploi ou, plus généralement, d'activité professionnelle pour les indépendants et les contrats précaires entraîneront des baisses brutales de revenus qui déstabiliseront socialement de nombreux ménages, y compris certains qui ne connaissaient pas de difficultés auparavant. Pour certains et certaines, le choix risque d'être entre la peur pour leur santé et la peur pour leur emploi. Enfin, le tissu économique est – à quelques exceptions notables près – largement fragilisé, et le risque de faillites en cascade et son lot de drames sociaux et territoriaux se confirme.

**Le temps du déconfinement, vous l'avez dit, ne sera pas synonyme de retour à la normale.**

Il ne sera pas un retour à la normale car le virus ne va pas disparaître le 11 mai. Il ne sera pas un retour à la normale car le choc économique est sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et nous n'en mesurons pas encore l'ampleur, ni dans notre pays, ni à l'échelle de la planète. Plus que jamais, notre protection sociale et la solidarité au niveau international devront être au rendez-vous et aucune mesure ne devra venir les affaiblir. Bien au contraire.





**Il ne doit pas non plus être un retour à « l'avant Covid-19 », car ce que la crise sanitaire et sa gestion disent de notre modèle de société appelle une profonde transformation sociale, écologique, économique et démocratique.** Dès à présent, une parole claire doit en fixer le cap et l'ambition pour que l'espoir du lendemain vienne apaiser les difficultés du présent.

### De quoi s'agit-il ?

**D'une transformation sociale** pour donner, en complément de l'indispensable lutte contre la pauvreté et les inégalités, toute la reconnaissance, les moyens de travailler et les protections nécessaires aux métiers de l'humain, du soin et du quotidien qui sont aujourd'hui en première ligne. Ces métiers, largement féminins, sont depuis trop longtemps dévalorisés. Un chiffre : en France le revenu d'une infirmière est en moyenne 9% plus faible que le revenu moyen des Français. En Allemagne, il est de 10% supérieur au revenu moyen des Allemands. Il ne sera plus acceptable demain qu'une infirmière, qu'un.e auxiliaire de vie en établissement ou à domicile, que des travailleurs sociaux, qu'une caissière en supermarché, qu'un éboueur, qu'un.e exploitant.e ou salarié.e agricole soient traité.e.s comme une variable d'ajustement financier. A ce titre, l'annonce de certaines promesses de primes – mais pas versées par toutes les entreprises – ne viendra en aucun cas remplacer une revalorisation de la rémunération et des conditions de travail des salariés concernés.

**D'une transformation écologique accélérée** car, comme le rappelait récemment la Banque de France, la multiplication des pandémies partage des causes communes avec la crise climatique. La réponse à l'une ne va pas sans réponse à l'autre. A ce titre, nous faisons nôtres les recommandations du Haut Conseil pour le Climat dans son rapport Climat, Santé: Mieux prévenir, mieux guérir. Les plans de sauvetage et de relance doivent être conditionnés à l'accélération de la décarbonation de nos économies. Les centaines de milliers de salariés travaillant dans les secteurs les plus consommateurs d'énergies fossiles méritent que leur soient offertes des perspectives sérieuses, non pas basées sur des courbes de PIB ou de consommation fantasmées, mais sur une réalité climatique et un usage sobre des ressources, seuls à même d'assurer une pérennité de l'activité. A ce titre, nous regrettons que le Gouvernement n'ait pas conditionné son soutien aux grandes entreprises à des conditions environnementales précises dans le dernier projet de loi de finance rectificatif, malgré les recommandations du Haut Conseil pour le Climat. Nous nous opposons évidemment à toute tentative de retarder, ajourner ou dénaturer les engagements environnementaux de notre pays et le Green Deal européen, qui ensemble, forment le socle minimal de notre action environnementale.

**D'une transformation économique** enfin car les chaînes de productions globalisées ont montré la vulnérabilité qu'elles généraient dans de nombreux pays. La non-maîtrise de secteurs stratégiques – notamment dans l'alimentation et la santé –, nous a fait subir des risques inconsidérés. Plus généralement, nous partageons la conviction que la mondialisation doit entrer dans une phase nouvelle basée sur davantage de coopération, sur une réflexion stratégique sur les localisations et sur des règles du commerce international mises au service des droits sociaux, écologiques et humains. Il ne s'agit pas de se replier chacun sur soi, mais tout simplement de reconstruire la concordance du temps économique et du temps démocratique. A ce titre, il est inquiétant que le Gouvernement continue de s'inscrire dans une logique de baisses d'impôts des entreprises. Le nouveau pacte social doit reposer sur une fiscalité plus juste et progressive ainsi que sur un partage plus équitable des richesses dans les entreprises.

**Les organisations du Pacte du Pouvoir de Vivre seront au rendez-vous de ce que le président de la République a nommé le « Jour d'après ».**

Et comme la situation est exceptionnelle, parce qu'elle est à la croisée de tous les risques, nous avons la conviction qu'elle doit s'accompagner d'un processus politique et démocratique exemplaire.





Rarement nous avons eu tant besoin de construire un horizon commun. Voilà pourquoi nous proposons **la mise en place d'une conférence de transformation écologique et sociale qui devra aboutir avant l'été**. Cette conférence pour le monde d'après fera appel à la société civile organisée, des associations aux collectivités territoriales en passant par les organisations syndicales et les organisations patronales, pour proposer un chemin à notre pays. Cette conférence doit s'inspirer des réussites et des limites des Grenelles de l'Environnement et s'appuyer sur l'expertise du Haut Conseil pour le Climat pour offrir des modalités à même de concilier deux exigences : celle d'un réel exercice de renouvellement du contrat social, et celle du respect des objectifs climatiques et environnementaux qui sont autant de limites planétaires non négociables.

Nous lançons fortement l'alerte sur le cadre budgétaire qui doit entourer ce moment de refondation du contrat social. La perspective d'un endettement public sans précédent ne peut servir de prétexte au sacrifice des enjeux sociaux et environnementaux au nom d'une croissance destructrice de nos ressources ou au nom de la rigueur budgétaire. Il nous faudra investir massivement si l'on veut relever les défis qui nous attendent et notamment rénover les 7 millions de passoires énergétiques, les services publics, les infrastructures ferroviaires... C'est aussi à l'échelle de l'Union européenne qu'une solution doit être trouvée pour que le coût de la lutte contre le Covid-19 ne marque pas la fin de toute capacité financière de transformation.

#### **Monsieur le Premier ministre,**

Les 55 organisations du Pacte du Pouvoir de Vivre seront au rendez-vous de ce moment démocratique, mais, avant cela, il faudra réussir le déconfinement dont l'une des conditions essentielles repose sur l'implication et l'adhésion des citoyens. Notre propos d'aujourd'hui ne peut s'y limiter, mais il en est l'objet premier.

**C'est dans ce cadre que nous souhaiterions vous rencontrer pour vous présenter les 15 premières mesures indispensables qui doivent accompagner, selon nous, cette étape cruciale pour notre société.** Elles sont l'objet de nos expertises de terrain. Elles relèvent autant du pouvoir de vivre que du pouvoir d'agir pour nos concitoyens qui souhaitent reprendre le contrôle des choix essentiels de leur existence. Elles ont vocation à permettre à chacun de franchir l'épreuve et de redonner de la force à l'esprit de cohésion. Elles sont aussi la première étape d'un vaste chantier qui nécessite la mobilisation immédiate de tous, et pour lequel le Pacte du pouvoir de vivre fera une série de propositions structurelles dans la perspective de ce dialogue nécessaire entre le Gouvernement et la société civile. Nous espérons que vous les prendrez en compte et qu'elles seront mises en œuvre.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.

*Le Pacte du pouvoir de vivre*

**En PJ : Nos 15 mesures ainsi que la liste des 55 organisations signataires membres du Pacte du pouvoir de vivre**

